



Cahier Spécial des Charges

SEN1803711-10042

Marché de fournitures relatif à l'achat d'équipements complémentaires pour les Bureaux Conseils Ados et Espaces ados / jeunes

Procédure négociée directe avec publication préalable

Pilier 2 « Santé de la femme, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent(e) »

Pays : Sénégal

Code Navision : SEN1803711

Table des matières

1 Généralités.....	5
1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution.....	5
1.2 Pouvoir adjudicateur	5
1.3 Cadre institutionnel d'Enabel.....	5
1.4 Règles régissant le marché.....	6
1.5 Définitions.....	7
1.6 Confidentialité	8
1.7 Obligations déontologiques	9
1.8 Droit applicable et tribunaux compétents	10
2 Objet et portée du marché	11
2.1 Nature du marché	11
2.2 Objet du marché.....	11
2.3 Lots.....	11
2.4 Postes	11
2.5 Durée du marché.....	11
2.6 Quantité.....	11
3 Procédure.....	12
3.1 Mode de passation	12
3.2 Publication	12
3.3 Information.....	12
3.4 Offre	12
3.4.1 Données à mentionner dans l'offre.....	12
3.4.2 Durée de validité de l'offre	13
3.4.3 Détermination des prix.....	13
3.4.4 Eléments inclus dans le prix	13
3.4.5 Introduction des offres	13
3.4.6 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite	14
3.4.7 Ouverture des offres.....	14
3.5 Sélection des soumissionnaires.....	14
3.5.1 Motifs d'exclusion	14
3.5.2 Critères de sélection.....	15
3.5.3 Régularité technique des offres	16
3.5.4 Modalités d'examen des offres et régularité des offres	16
3.5.5 Critères d'attribution	17

3.5.6	Conclusion du contrat.....	17
4	Dispositions contractuelles particulières	19
4.1	Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	19
4.2	Confidentialité (art. 18)	19
4.3	Cautionnement (art.25 à 33)	19
4.4	Conformité de l'exécution (art. 34).....	21
4.5	Modifications du marché (art. 37 à 38/19).....	21
4.5.1	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)	21
4.5.2	Révision des prix (art. 38/7).....	21
4.5.3	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12).....	21
4.5.4	Circonstances imprévisibles (art. 38/9).....	22
4.6	Réception technique préalable (art. 41-42)	22
4.7	Modalités d'exécution (art. 115 es).....	22
4.7.1	Délais et clauses (art. 116)	22
4.7.2	Quantités à fournir (art. 117)	23
	Les quantités sont fixées dans la partie 5 du présent CSC ainsi que dans le Bordereau des prix (Partie 6).	23
4.7.3	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149).....	23
4.7.4	Emballages (art.119)	23
4.7.5	Vérification de la livraison (art. 120).....	23
4.7.6	Responsabilité du fournisseur (art. 122).....	23
4.8	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 123-126).....	24
4.8.1	Défaut d'exécution (art. 44)	24
4.8.2	Amendes pour retard (art. 46 et 123)	24
4.8.3	Mesures d'office (art. 47 et 124)	25
4.9	Fin du marché.....	25
4.9.1	Réception des produits fournis (art. 64-65 et 128).....	25
4.9.2	Transfert de propriété (art. 132)	26
4.9.3	Délai de garantie (art. 134)	26
4.9.4	Réception définitive (art. 135)	26
4.9.5	Facturation et paiement des fournitures (art. 66 à 72 -127).....	26
4.10	Litiges (art. 73)	27
5	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	28
5.1	Conditions générales.....	28
5.2	Service après-vente	28
5.3	Caractéristiques techniques.....	28

5.4	Quantités à livrer selon les localités.....	36
6	Formulaires.....	38
6.1	Fiche d'identification	38
6.1.1	Personne physique	38
6.1.2	Entité de droit privé/public ayant une forme juridique.....	39
6.1.3	Entité de droit public	40
6.1.4	Sous-traitants.....	40
6.1.5	Information bancaire.....	41
6.2	Formulaire d'offre - Prix.....	42
6.3	Description des fournitures (à compléter par le soumissionnaire	45
6.4	Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion	46
6.5	Déclaration intégrité soumissionnaires	48
6.6	Dossier de sélection – capacité économique	49
6.7	Dossier de sélection – aptitude technique	50
6.8	Documents à remettre – liste exhaustive.....	51

1 Généralités

1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution

La section 4. « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé à l'article 26 §1 des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013).

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Ernesto PAPA, Intervention Manager, et Cédric DE BUEGER, Expert en Contractualisation et Administration.

1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- la loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- la Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public² ;
- la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel: citons, à titre de principaux exemples :

- sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;
- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

³ M.B. du 18 novembre 2008.

l'Organisation Internationale du Travail⁴ consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;

- sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.
- le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

1.4 Règles régissant le marché

Sont e.a. d'application au présent marché public :

- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁵ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁶
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁷ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics⁸ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be.
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- La législation sénégalaise applicable relative au harcèlement sexuel au travail
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;

⁴ <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>.

⁵ M.B. 14 juillet 2016.

⁶ M.B. du 21 juin 2013.

⁷ M.B. 9 mai 2017.

⁸ M.B. 27 juin 2017.

- La Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be, le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;

L'adjudicataire / le fournisseur : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par les mandataires mentionnés ci-dessus ;

L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Spécification technique : une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en lots et (par la suite) postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

BDA : le Bulletin des Adjudications

JOUE : le Journal Officiel de l'Union européenne

OCDE : l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Le litige : l'action en justice.

Sous-traitant (au sens de la réglementation relative aux marchés publics) : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.6 Confidentialité

1.6.1 Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.6.2 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL : Enabel est sensible à la protection de la vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.7 Obligations déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

1.8 Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

2 Objet et portée du marché

2.1 Nature du marché

Marché public de fournitures (achat).

2.2 Objet du marché

Ce marché consiste en la fourniture d'équipements complémentaires pour les Bureaux Conseils Ados et Espaces Ados / jeunes, conformément aux conditions du présent CSC.

2.3 Lots

Le marché est divisé en cinq (05) lots formant chacun un tout indivisible.

Les lots sont les suivants :

LOT 1 : Matériel informatique

LOT 2 : Matériel de sonorisation et divers

LOT 3 : Matériel médical

LOT 4 : Matériel électroménager

LOT 5 : Mobilier de bureau

La description de chaque lot est reprise dans la partie 5 du présent CSC.

Le soumissionnaire peut introduire une offre pour un, plusieurs ou tous les lots. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les niveaux minimum requis de chiffres d'affaires ainsi que de références similaires à présenter pour chaque lot pour lequel le soumissionnaire remet une offre (voir sélection qualitative au point 3.5.2).

2.4 Postes

Les lots du marché sont chacun composé des postes repris dans la partie 5 - Spécifications techniques - et 6.2 – Bordereaux des prix.

Les postes d'un lot sont groupés et forment un seul lot. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes et le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes d'un même lot.

2.5 Durée du marché

Le marché débute pour chacun des lots à la notification de l'attribution du/des lot(s) attribués au soumissionnaire et prend fin à la réception définitive du/des lot(s).

2.6 Quantité

Les quantités à fournir pour chaque poste de chaque lot sont mentionnées dans la partie 5 (Spécifications techniques) et 6.2 (Bordereau des prix) du présent cahier spécial des charges.

3 Procédure

3.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de l'article 41 de la loi du 17 juin 2016, via une procédure négociée directe avec publicité.

3.2 Publication

Le présent CSC est par ailleurs publié sur le site Web de Enabel (www.enabel.be). Cette publication vaut invitation à remettre offre.

3.3 Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par M. Seydina Ibrahim NIABALY (ibrahim.niabaly@enabel.be). Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf dispositions contraires dans le présent CSC.

Jusqu'à 8 jours avant le dépôt des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées par écrit à M. Seydina Ibrahim NIABALY (ibrahim.niabaly@enabel.be) et il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception.

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant le CSC qui sont publiées sur le site web d'Enabel ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. À cet effet, s'il a téléchargé le CSC sous forme électronique, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire de marchés publics mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Tout soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

3.4 Offre

3.4.1 Données à mentionner dans l'offre

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français ou en néerlandais.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.4.2 Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 90 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

3.4.3 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO.

Le présent marché est un marché à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant les prix unitaires mentionné dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées.

3.4.4 Eléments inclus dans le prix

Le fournisseur est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires et globaux tous les frais et impositions généralement quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix :

1° les emballages, les frais de chargement, de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;

2° le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison;

3° la documentation relative à la fourniture et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur ;

4° le montage et la mise en service ;

5° la formation nécessaire à l'usage ;

6° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

7° les droits de douane et d'accise ;

8° Les frais de réception.

Tous les prix sont DDP (INCOTERMS 2020) Kaolack, Fatick ou Kaffrine – voir détail des fournitures par localité indiqué plus loin.

3.4.5 Introduction des offres

Le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.

Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante : un exemplaire original de l'offre complète sera introduit sur papier. En plus, le soumissionnaire joindra à l'offre une copie physique de l'offre, ainsi qu'une copie électronique sous format PDF ou sous Clé Usb.

Elle peut être introduite :

a) par la poste sous pli scellé qui est glissé dans une seconde enveloppe fermée portant la mention : Offre CSC - « SEN1803711-10042 / Marché de fournitures relatif à l'achat d'équipements complémentaires pour les Bureaux Conseils Ados et Espaces ados/jeunes – Date limite de dépôt des offres le 21/11/2022 à 12h », adressée à la :

Enabel, Agence belge de développement
Représentation du Sénégal
Lot 52, Sotrac Mermoz Route de Ouakam
BP 24474 – DAKAR Ouakam

b) par remise contre accusé de réception.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 8h.30 à 13h et de 14h à 18h de lundi à jeudi et de 8h.30 à 13h et de 14h à 15h30 le vendredi (voir adresse mentionnée au point a) ci-dessus.

L'offre devra être réceptionnée, au plus tard, le 21 novembre 2022 à 12h (heure de Dakar).

Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées (Article 83 de l'AR Passation).

3.4.6 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué par télécopie, ou via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

3.4.7 Ouverture des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le 21/11/2022 à 12h heures. **L'ouverture des offres aura lieu à huis clos.**

3.5 Sélection des soumissionnaires

3.5.1 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires sont repris ci-dessous.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste sur l'honneur qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoire mentionnés au point 6.3 du présent cahier spécial des charges.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée.

L'adjudicateur est tenu de vérifier la déclaration sur l'honneur sur base des documents suivants :

1) **un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire** (personne morale) ou de son représentant (personne physique) dans le cas où il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales ;

2) **le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales**, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne ;

3) **le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes**, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne ;

Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de quatre mois par rapport à la date ultime de dépôt des offres.

Le soumissionnaire peut joindre ces documents directement à son offre.

Si les documents ne sont pas joints, le soumissionnaire doit être en mesure de fournir les documents listés ci-dessus dans les 10 jours ouvrables suivant la demande de l'adjudicateur.

Si le soumissionnaire ne transmet pas le ou les documents demandés dans le délai fixé, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire.

Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de ne pas attendre la demande de l'adjudicateur et de demander le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes du pays dans lequel ils sont établis, les documents qu'ils n'auraient pas joints à leur offre. En effet, les délais pour l'obtention de certains documents peuvent être longs.

Conflit d'intérêts et mécanisme du « tourniquet »

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) d'Enabel, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ d'Enabel, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernées et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Concrètement, cette sanction consiste, selon le cas, soit à écarter l'offre, soit à résilier le marché.

3.5.2 Critères de sélection

Le soumissionnaire est tenu, de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable, tant du point de vue économique et financier que du point de vue technique, de mener à bien le présent marché public.

Pour être sélectionné, et que son offre soit prise en compte dans le cadre du présent marché, le soumissionnaire doit joindre à son offre les éléments suivants, et ce pour chacun des Lots pour lesquels il remet une offre :

1) Déclaration sur l'honneur relative aux chiffres d'affaires du soumissionnaire
(pour chaque lot pour lequel le soumissionnaire remet offre)

Le soumissionnaire joint à son offre une déclaration sur l'honneur signée et datée par laquelle la signature atteste que le soumissionnaire a réalisé un **chiffre d'affaires** annuel moyen au cours des trois (3) dernières années 2019 -2020-2021 qui s'élève à au moins 1,5 fois le montant de son offre en EURO pour chaque lot pour lequel il soumissionne.

Pour être sélectionné pour plusieurs lots (et se voir éventuellement attribuer plusieurs lots), le soumissionnaire doit avoir réalisé un chiffre d'affaires équivalent à 1,5 fois le montant de son offre pour l'ensemble des lots pour lesquels il soumissionne.

2) Une référence de fournitures similaires livrées au cours des trois dernières années (pour chaque lot pour lequel le soumissionnaire remet offre)

Le soumissionnaire joint à son offre au moins une attestation de bonne exécution (signées par le commanditaire des fournitures) d'une référence de livraison de **fournitures similaires** (= fourniture de matériel similaire d'un montant similaire à son offre) pour chaque lot pour lequel il soumissionne, exécutée(s) au cours des trois dernières années **en Afrique de l'Ouest.**

3) Autorisation du/des fabricant(s) ou certificats d'authenticité dument signés par le/les fabricants

Le soumissionnaire doit joindre à son offre l'autorisation du fabricant ou certificat d'authenticité dument signé par le fabricant

3.5.3 Régularité technique des offres

Le soumissionnaire doit joindre à son offre :

- 1) le planning d'exécution proposé par le fournisseur pour assurer la bonne exécution du marché

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une note dans laquelle il décrit le planning d'exécution (calendrier de livraison par site, détail de mise en service par site, conformément au délai mentionné au point 2.6 du présent CSC

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection énoncés ci-dessus seront prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur base de l'unique critère du PRIX, dans la mesure où ces offres sont régulières.

NB : *Un soumissionnaire pour plusieurs lots qui n'a pas réalisé un chiffre d'affaires similaire sur un marché similaire à un certain lot, ne doit pas être exclu sur l'autre/les autres lot(s)*

3.5.4 Modalités d'examen des offres et régularité des offres

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité.

Les fournitures doivent être neuves et garanties d'origine. Elles doivent être exemptes de tout vice ou défaut qui pourrait nuire à leur apparence et à leur bon fonctionnement, et elles doivent être conformes aux Spécifications techniques (ci-après).

Le soumissionnaire joindra à son offre :

- **les fiches techniques des fournitures**
- **une épure ou des photos représentant les fournitures**
- **les spécifications techniques de tous matériels proposés**

Les offres doivent être établies de manière telle que le pouvoir adjudicateur puisse faire son choix sans entrer en négociation avec le soumissionnaire. Pour cette raison, et afin de pouvoir juger les offres sur pied d'égalité, il est fondamental que les offres soient entièrement conformes aux dispositions du CSC, tant au plan formel que matériel.

Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.

Constitue une irrégularité substantielle celle qui est de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher l'évaluation de l'offre du soumissionnaire ou la comparaison de celle-ci aux autres offres, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues.

Sont réputées substantielles notamment les irrégularités suivantes :

1° le non-respect du droit environnemental, social ou du travail, pour autant que ce non-respect soit sanctionné pénalement ;

2° le non-respect des exigences visées aux articles 38, 42, 43, § 1er, 44, 48, § 2, alinéa 1er, 54, § 2, 55, 83 et 92 de l'AR du 18 avril 2017 et par l'article 14 de la loi, pour autant qu'ils contiennent des obligations à l'égard des soumissionnaires;

3° le non-respect des exigences minimales et des exigences qui sont indiquées comme substantielles dans les documents du marché ;

4° les offres qui ne comportent pas de signature manuscrite originale sur le formulaire d'offre

Le Pouvoir Adjudicateur déclare également nulle l'offre qui est affectée de plusieurs irrégularités non substantielles qui, du fait de leur cumul ou de leur combinaison, sont de nature à avoir les mêmes effets que décrits ci-dessus (conformément à l'article 76 de l'AR du 18 avril 2017).

3.5.5 Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière la moins-disant proposée pour chaque LOT.

Chaque LOT du marché sera donc attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse au regard de l'unique critère du prix.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

3.5.6 Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché pour chaque lot/ combinaison de lots a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique ou par fax et, le même jour, par envoi recommandé.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément aux documents suivants :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- L'offre approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

4 Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans le des pays de destination des fournitures. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

4.1 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. Ernesto PAPA, courriel : ernesto.papa@enabel.be assisté par M. Abdou KANE courriel abdou.kane@enabel.be

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du fournisseur. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des fournitures, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

4.2 Confidentialité (art. 18)

Le fournisseur et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution de ce marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. Le fournisseur peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence, à condition qu'il en indique l'état avec véracité (p.ex. 'en exécution'), et pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas retiré cette autorisation pour cause de mauvaise exécution du marché.

4.3 Cautionnement (art.25 à 33)

Le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché. Le

montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans le des pays de destination des fournitures. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les caractéristiques et exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf

(PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail info.cdcdck@minfin.fed.be

2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception :

- 1° en cas de réception provisoire : tient lieu de demande de libération de la première moitié du cautionnement
- 2° en cas de réception définitive : tient lieu de demande de libération de la seconde moitié du cautionnement, ou, si une réception provisoire n'est pas prévue, de demande de libération de la totalité de celui-ci.

4.4 Conformité de l'exécution (art. 34)

Les fournitures doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, à l'état de la technique, aux plus hautes exigences normales d'utilisation, de fiabilité et de longévité, et à la destination que le pouvoir adjudicateur compte en faire et que le fournisseur connaît ou devrait à tout le moins connaître.

4.5 Modifications du marché (art. 37 à 38/19)

4.5.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures et services déjà exécutés déjà faites, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

4.5.2 Révision des prix (art. 38/7)

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

4.5.3 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par

l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les fournitures et prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les fournitures déjà livrées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier;
- la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

4.5.4 Circonstances imprévisibles (art. 38/9)

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

4.6 Réception technique préalable (art. 41-42)

Les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique. A la demande de l'adjudicataire, le pouvoir adjudicateur vérifie conformément aux documents du marché si les produits présentent les qualités requises ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux conditions du marché. Si les vérifications opérées comportent la destruction de certains produits, ceux-ci sont remplacés à ses frais par l'adjudicataire. Les documents du marché indiquent la quantité des produits qui seront détruits.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions requises pour être examiné, la demande de l'adjudicataire est considérée comme non avenue. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception.

4.7 Modalités d'exécution (art. 115 es)

4.7.1 Délais et clauses (art. 116)

Les fournitures doivent être livrées dans un **délai de 30 jours calendrier**. Ce délai commence

à courir à partir du jour qui suit celui où le fournisseur a reçu la notification de la conclusion du marché. Tous les jours sont indistinctement comptés dans le délai, en jour calendrier.

4.7.2 Quantités à fournir (art. 117)

Les quantités sont fixées dans la partie 5 du présent CSC ainsi que dans le Bordereau des prix (Partie 6).

4.7.3 Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)

Les fournitures des lots 1, 2, 3 et 4 seront livrés et réceptionnés à Kaolack.

Pour les fournitures du lot 5 (mobilier de bureau), la livraison et le montage se feront dans les locaux des bénéficiaires conformément au tableau de répartition (voir 5.4). Les différentes adresses de livraison vous seront précisées ultérieurement (dans les localités de Kaolack, Fatick et Kaffrine).

4.7.4 Emballages (art.119)

Les emballages restent acquis au pouvoir adjudicateur, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité de ce chef.

4.7.5 Vérification de la livraison (art. 120)

Le fournisseur fournit exclusivement des biens qui sont exempts de tout vice apparent et/ou caché et qui correspondent strictement aux conditions et Spécifications techniques du marché (en nature, quantité, qualité...) et, le cas échéant, aux prescriptions des documents associés ainsi qu'aux réglementations applicables, aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, à l'état de la technique, aux plus hautes exigences normales d'utilisation, de fiabilité et de longévité, et à la destination que le pouvoir adjudicateur compte en faire et que le fournisseur connaît ou devrait à tout le moins connaître.

L'acceptation (réception provisoire) n'a lieu qu'après vérification complète par le pouvoir adjudicateur du caractère conforme des biens et services livrés et de la fonctionnalité correcte des appareils / équipements. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de livraison. Ce délai prend cours le lendemain de l'arrivée des fournitures à destination, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession du bordereau ou de la facture.

La signature apposée par le pouvoir adjudicateur (un membre du personnel du pouvoir adjudicateur), notamment dans des appareils électroniques de réception, lors de la livraison du matériel, vaut par conséquent simple prise de possession et ne signifie pas l'acceptation de celui-ci.

L'acceptation faite dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, sur site vaut réception provisoire complète.

L'acceptation implique le transfert de la propriété et des risques de dommage ou de perte.

En cas de refus entier ou partiel d'une livraison, le fournisseur est tenu de reprendre, à ses frais et risques, les produits refusés. Le pouvoir adjudicateur peut soit demander au fournisseur de fournir des marchandises conformes dans les plus brefs délais, soit résilier le marché et s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

4.7.6 Responsabilité du fournisseur (art. 122)

Le fournisseur est responsable de ses fournitures jusqu'au moment où les formalités de vérification et de notification dont il est question à l'article 120 sont effectuées, sauf si les pertes

ou avaries survenant dans les dépôts du destinataire sont dues à des faits ou circonstances visés aux articles 54 et 56.

Par ailleurs, le fournisseur garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché ou de la défaillance du fournisseur.

4.8 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 123-126)

Le défaut du fournisseur ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux fournitures mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au fournisseur d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au fournisseur une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.8.1 Défaut d'exécution (art. 44)

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les fournitures ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les fournitures et les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49.

4.8.2 Amendes pour retard (art. 46 et 123)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

4.8.3 Mesures d'office (art. 47 et 124)

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.9 Fin du marché

4.9.1 Réception des produits fournis (art. 64-65 et 128)

Les fournitures seront suivies attentivement par le fonctionnaire dirigeant.

Les livraisons ne peuvent pas avoir lieu avant que le pouvoir adjudicateur ait accepté les marchandises mises en réception. L'identité du fonctionnaire dirigeant qui exécutera la réception, sera mentionnée dans la notification d'attribution du marché si son nom ne figure pas déjà dans les documents du marché.

Réception provisoire

A l'expiration du délai de trente jours prévus à l'article 120, alinéa 2, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Il sera procédé à une réception complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de production :

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison. Pour examiner et tester les fournitures ainsi que pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours.

Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit mis en possession du bordereau ou de la facture. Il comprend le délai de trente jours prévus à l'article 120.

Les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés

ne pas se trouver en état de réception technique. A la demande de l'adjudicataire, le pouvoir adjudicateur vérifie conformément aux documents du marché si les produits présentent les qualités requises ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux qualités requises ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux conditions du marché. Si les vérifications opérées comportent la destruction de certains produits, ceux-ci sont remplacés à ses frais par l'adjudicataire. Les documents du marché ci sont remplacés à ses frais par l'adjudicataire. Les documents du marché indiquent la quantité des produits qui seront détruits indiquent la quantité des produits qui seront détruits.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions requises pour être examiné, la demande de l'adjudicataire est considérée comme non avenue. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception.

4.9.2 Transfert de propriété (art. 132)

Le pouvoir adjudicateur devient de plein droit propriétaire des fournitures dès qu'elles sont admises en compte pour le paiement conformément à l'article 127 des RGE.

4.9.3 Délai de garantie (art. 134)

Le délai de garantie est d'**un (01) an** et commence à courir à partir de la date à laquelle la réception provisoire est effectuée.

4.9.4 Réception définitive (art. 135)

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.

Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

4.9.5 Facturation et paiement des fournitures (art. 66 à 72 -127)

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante :

[Erik De Niet](#)
[Représentation Enabel au Sénégal](#)
[121, Route de Ouakam,](#)
[Sotrac-Mermoz, Dakar](#)

Seules les livraisons exécutées de manière correcte pourront être facturées.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin des fournitures, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception technique et de réception provisoire et en notifier le résultat au fournisseur.

Le paiement du montant dû au fournisseur doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification ou à compter du lendemain du dernier jour du délai de vérification si ce délai est inférieur à trente jours. Et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie.

La facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO.

Retenue à la source

Certaines taxes supplémentaires peuvent être réclamées sur des prestations de services : Ces taxes sont dues par le prestataire et il n'y a donc aucune distinction par rapport au régime (exonération ou suspension) qui est d'application.

soit à payer par le prestataire de service

soit à payer par Enabel (par exemple la "retenue à la source" ou « withholding tax »).

Enabel déduit ce montant du prix à payer au prestataire et la paie à l'administration fiscale locale.

Dans ces deux cas, il est de la responsabilité du prestataire de s'informer sur le régime applicable et les obligations qui lui incombent.

Taxe sur la valeur ajoutée

Avec un contractant national : le système de taxation nationale s'applique

Avec un contractant international : le système de taxation nationale s'applique pour

les droits de douane/importation, la TVA : celle-ci dépend de différents éléments et le contractant doit lui-même vérifier quel est le régime de taxation auquel sera soumis la facture.

La TVA sera payée directement par Enabel à l'administration fiscale du pays partenaire si d'application et ce montant additionnel est pris en considération dans l'examen du prix de l'offre.

Afin que Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA et de dédouanement dans les plus brefs délais, la facture originale et tous les documents ad hoc seront transmis dès que possible avant la réception provisoire.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué après réception provisoire de chaque livraison faisant l'objet du marché.

4.10 Litiges (art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de développement - Enabel
Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)
À l'attention de Mme Inge Janssens
rue Haute 147
1000 Bruxelles
Belgique

5 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

5.1 Conditions générales

Les fournitures doivent être neuves et garanties d'origine. Elles doivent être exemptes de tout vice ou défaut qui pourrait nuire à leur apparence et à leur bon fonctionnement, et elles doivent être conformes au point « Fiches techniques ».

Le soumissionnaire joindra à son offre :

- les fiches techniques des fournitures permettant de vérifier la conformité des produits offerts;
- une épure ou des photos représentant les produits.

5.2 Service après-vente

Le soumissionnaire joindra à son offre une déclaration certifiant qu'il s'engage à :

- fournir pendant une période de quatre (4) ans à compter de la date de livraison de la dernière fourniture, les pièces de rechange qui lui sont commandées ;
- assurer pendant une période de quatre (4) ans, soit par ses services, soit par ceux de ses sous-traitants, l'entretien et la réparation de la fourniture moyennant contrat séparé.

5.3 Caractéristiques techniques

Liste complète des items

Lot 1 : Matériel informatique

N°	Postes	Quantité
1	Ordinateur portable	10
2	Ordinateur de bureau complet	41
3	License complète Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook, Access)	49
4	Vidéo projecteur	9
5	Imprimante multifonction laser en couleur	6
6	Photocopieuse	6
7	Onduleur	21
8	Régulateur	8
9	Disque dur externe 1000 Go	1
10	Ecran de projection	4
11	Imprimante Laser	5
12	Appareil scanner de documents	4

Lot 2 : Matériel Sonorisation et divers

N°	Postes	Quantité
1	Appareil photo numérique avec vidéo et carte SD	1

2	Tableau d'affichage	5
3	Tableau Flip Chart	3
4	Matériel de sonorisation complet (01 table de mixage, 01 amplificateur, 02 micros avec fil, 02 micros baladeurs, 04 trépieds, 01 lecteur CD, 04 baffles GM, 02 baffles PM)	1
5	Matériel de sonorisation portable (modèle valise)	9
6	Tableau padex	2
7	Groupe électrogène portatif	2
8	Lampe baladeuse	3

Lot 3 : Matériel médical

N°	Poste	Quantité
1	Table de consultation gynécologique	10
2	Escabeau	6
3	Poubelle à pédale	1
5	Fauteuil de prélèvement sanguin	1
6	Balance personne adulte	3
7	Tensiomètre électronique	3
8	Corbeille à papiers	5
9	Lit d'hospitalisation avec matelas (en alèse toile cirée)	9
10	Chaise roulante	3

Lot 4 : Matériel électroménager

N°	Poste	Quantité
1	Split 12 000 BTU DAIKIN ou similaires	21
2	Frigo bar	4
3	Réfrigérateur	1
4	Congélateur	1
5	Ventilateur plafonnier	23
6	Téléviseur écran plat 52 pouces	13
7	Fontaine	7

Lot 5 : Mobilier de bureau

N°	Article	Quantité
1	Bureau avec retour	11
2	Table de bureau compact	16
3	Chaise de bureau	27
4	Chaise (visiteurs et réunion)	568
5	Chaise simple (Plastique) pour mobilisation sociale	100

6	Table d'ordinateur	10
7	Table de réunion (rectangulaire 6 modules)	5
8	Armoire de rangement	36
9	Armoire de rangement métallique	5
10	Salon circulaire complet (salle de repos)	1
11	Moquette de salon 8 mètres	1
12	Lit avec matelas	1
13	Salon 5 places (pour visiteurs)	2

Spécifications techniques détaillées

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils doivent prendre en charge la livraison des fournitures à l'adresse de l'Intervention Enabel à Kaolack, et qu'ils doivent donc inclure dans leur prix les frais de livraison à Kaolack.

L'offre sera conforme aux spécifications techniques minimales mentionnées ci-dessous.

Les fournitures proposées sont identifiées avec le nom de la marque et le modèle, et l'offre contiendra la fiche technique et photo du matériel.

Lots	Articles	Spécifications techniques
Lot 1 (Matériel informatique)	Ordinateur portable	Processeur Core i5 / mémoire vive de 08 Go minimum / disque dur de 256 Go minimum SSD / Ecran 14 pouces Webcam intégré, Wifi, Bluetooth / Lecteur carte mémoire / Prise casque / microphone combiné / Multiprise USB / Licence Windows 10 professionnel
	Ordinateur de bureau complet	Processeur Core i3 / mémoire vive de 4 Go minimum / disque dur de 500 Go minimum / Ecran 19 pouces / Licence Windows 10 professionnel
	License complète Office	Word, Excel, PowerPoint, Outlook, Access (au moins comme contenu)
	Vidéo projecteur	Technologie 3LCD, Luminosité couleur de 2 600 lumens, correction verticale du trapèze automatique, lampe à longue durée Panneau LCD : 55 pouces avec MLA (D8), Système de projection
	Imprimante multifonction laser en couleur	Fonctionnalités d'impression, de copie, de numérisation couleur et d'envoi, ainsi que de télécopie en option Sortie noir et blanc rapide A4 à 25 ppm Prise en charge pratique de l'impression et de la numérisation mobiles
	Copieur Multifonction	Fonctionnalités d'impression, de copie, de numérisation couleur et d'envoi, ainsi que de télécopie en option

		Sortie noir et blanc rapide A3 et A4 à 25 ppm Prise en charge pratique de l'impression et de la numérisation mobiles Lecteur et chargeur de documents recto verso automatique Réseau 1000Base-T/100Base-TX/10Base-T, sans fil LAN (IEEE 802.11 b/g/n) ; ports USB 2.0
	Onduleur	650 à 1500 Va redondant
	Régulateur	Pour courant secteur 220V
	Disque dur externe 1000 Go	_____
	Ecran de projection	Manuel basique 240 x 240 cm
	Imprimante Laser	Imprimante laser multifonction monochrome Impression, copie, numérisation et télécopie Impression recto verso automatique Chargeur automatique de documents Port USB 2.0 haut débit Port de réseau Fast Ethernet Vitesse d'impression au moins égal à 21 ppm Qualité d'impression 600 x 600 ppp Format de numérisation multiple
	Appareil scanner de documents	Chargeur automatique / Recto verso / Vitesse de numérisation au moins 50 pages/minute / port USB /Connexion Ethernet / accepte des documents de 50 à 209 g/m2 / capable de scanner en couleur et en noir et blanc / Volume au moins 1000 pages par jour
Lot 2 (Matériel audiovisuel)	Matériel de sonorisation complet	01 table de mixage, 01 amplificateur, 02 micros avec fil, 02 micros baladeurs, 04 trépieds, 01 lecteur CD, 04 baffles GM, 02 baffles PM
	Matériel de sonorisation portable (modèle valise)	Puissance de RMS : 500 W, Gamme de fréquence : 50 - 20000 Hz. Type d'écouteurs : 2-voies, Taille du haut-parleur de graves : 20,3 cm (8") ; Taille du woofer : 20,3 cm. Type : Autonome ; Connectivité : Avec fil & sans fil)
	Appareil photo numérique avec vidéo et carte SD	Full HD pour photo et vidéo : capteur full frame, stabilisateur, objectif 18-35mm + carte SD 32G
	Tableau d'affichage	_____
	Tableau Flip Chart	_____
Lot 3	Table de consultation gynécologique	Châssis : tube rond en inox.

(Matériel médical)		<p>Tube renforcé : diamètre : 25 mm minimum. Type non démontable</p> <p>Siège et dossiers relevables. Avec section pied relevable</p> <p>Matelas rembourré de mousse très haute densité (30 kg / m³) dont l'épaisseur est d'au moins 7 cm, et recouvert de tissu plastifié lavable ignifugé (classement résistance au feu : M1), 2 repose jambes ajustables et articulés, 1 bassin en acier inox Ø 32 cm.</p> <p>Dimensions : 180 x 60 x 80 cm</p> <p>Protection des 4 pieds par capuchons et réglables avec des vérins</p> <p>Livré avec accessoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paire de support jambes, rembourrée, type Goepel, adaptables - Support en inox, pour le bassin avec bassin en inox
	Escabeau	_____
	Fauteuil de prélèvement sanguin	<p>Largeur intérieure : au moins 54 cm</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accoudoirs réglables en hauteur : 0 à 17 cm - Hauteur d'assise : 50 cm environ - Hauteur totale : 120 cm environ - Longueur totale : 75 cm environ - Profondeur siège : 45 cm environ - Hauteur dossier : 80 cm environ - Dossier inclinable à 45° environ - Poids maximum supporté : min. 130 kg <p>Livré avec</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tablette de prélèvement latérale - Appui-tête
	Lit d'hospitalisation avec matelas (en alèze toile cirée)	<ul style="list-style-type: none"> - Dimensions du couchage 200 x 90 cm - Sommier en plusieurs parties amovibles - Relève buste assisté par vérin - Structure du lit métallique revêtement inaltérable (chromé ou autre) : montant, cadres de tête et pied - Sur 4 roulettes de diamètre 150 à double galets (pour roulage intensif) - Equipé d'une roue directionnelle

		<ul style="list-style-type: none"> - Les roues doivent pouvoir être bloquées par appui sur une pédale latérale - Hauteur fixe 45 à 55 cm du sol au sommier, - Mécanisme de plicature des genoux manuel - Revêtement stratifié (Polyrey ou Formica) au niveau des panneaux de tête et de pied - Panneaux de tête et de pied amovibles - Equipé de pare chocs de protection au niveau des 4 coins du lit - Le cadre du lit devra permettre la fixation et l'utilisation d'accessoires, tels que potence, tige porte sérum, porte bassin
	Chaise roulante	<p>Fauteuils roulants pliants à propulsion manuelle avec un empattement court composé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matière : châssis 100% aluminium. • Caractéristiques du fauteuil : <ul style="list-style-type: none"> - Réglable en hauteur ; - 2 Accoudoirs relevables ; - 2 Repose-pieds escamotables ; - Dossier réglable en tissu ; - Siège ou Assise souple en mousse. - 2 grandes roues arrière, - 2 petites roues avant - 2 accoudoirs droit et gauche, et - 2 poignées en arrière du dossier • Dimensions : <ul style="list-style-type: none"> - H 97,5 x la 61 x L 106 cm ; - Largeur totale avec roues arrière 24 " : 61 cm ; - Longueur totale avec roues arrière 24 " : 106 cm ; - Hauteur du siège avec roues arrière 24 " : 51,5 cm ; - Assise : L 44 x P 43 cm ;

		<ul style="list-style-type: none"> - Largeur entre accoudoirs : 45 cm ; - Hauteur d'Accoudoirs : 18 cm ; - Dégagement sous base : 15 cm ; - Rayon de braquage roues arrières 24 " : 118 cm. <ul style="list-style-type: none"> • Poids avec roues arrière 24 " : environ 17,5 kg. • Poids Maximum de l'utilisateur : environ 150 kg.
•		
Lot 4 (Matériel électroménager)	Split 12 000 BTU	Marque DAIKIN OU SIMILAIRES
	Frigo bar	Avec 02 portes, volume minimal de 115 litres
	Réfrigérateur	Avec 02 portes, volume minimal de 245 litres
	Congélateur	Volume minimal de 200 litres
	Ventilateur plafonnier	_____
	Téléviseur écran plat 52 pouces	Téléviseur LED UHD 4K 52" Smart TV LCD avec rétroéclairage par LED Interface vidéo HDMI
	Fontaine	_____
•		
Lot 5 (Mobilier de bureau)	Bureau avec retour et caisson en bois	Dimension bureau 160 x 80 Retour 80 x 60 Caisson mobile avec au moins 3 tiroirs
	Table de bureau compact et caisson en bois	Dimension bureau 160 x 20 x 80 Caisson mobile avec au moins 3 tiroirs
	Chaise de bureau ergonomique en maille	Siège réglable en hauteur et en profondeur, accoudoirs réglables en hauteur, entoilage en tissu à filet, matière pied et roulette en nylon, avec appui tête réglable et démontable
	Chaise (visiteurs et réunion)	Dossier en maille transparent, avec accoudoirs, sur 4 pieds simple
	Chaise simple (ossature en fer) pour mobilisation sociale	_____
	Table d'ordinateur	Dimensions (H x l x L) 75 x 50 x 60 cm

	Table de réunion (rectangulaire 6 modules)	Table réunion de 6 modules de Dimension (160 x 80 x 80) / module Chaises de réunion avec piétement luge chromé, dossier à maille transparent avec support
	Bibliothèque	Dim. 3m x 2m
	Armoire de rangement	Armoire haute de deux portes (en bois assortie avec les bureaux)
	Armoire basse de rangement	Armoire basse de deux portes (en bois assortie avec les bureaux)
	Salon circulaire complet pour salle de repos	—————
	Lit avec matelas	1,40 m sur 1,90 m (lit simple, 2 places) idem pour le matelas
	Salon 5 places pour visiteurs	2 places x 2 (1,20m sur 60 cm) et 1 places (60cm sur 60 cm).

ATTENTION

L'attributaire du marché devra fournir en même temps que la livraison des fournitures :

- les éventuels manuels/guides d'utilisation
- les certificats et attestations d'origine des fournitures;

5.4 Quantités à livrer selon les localités

Lot 5 : MOBILIER DE BUREAU

Article	Quantité marché	BCA Nioro	BCA Guinguinéo	BCA Fatick <i>(complément matériel)</i>	BCA Malem Hodar	EA/J Centre de santé Malem Hodar	EA/J Poste de santé Ngane (District Sanitaire de Kaolack)	EA/J Centre de santé de Sokone	EA/J Poste de santé Karang	EA/J Centre de santé de Diofior	EA/J Centre de santé de Niakhar	EA/J Centre de santé de Fatick	CAU CS KASNACK	EQUIPEMENT CS GUINGUINEO	QTE LIVRE
Bureau avec retour	11					2	1			3			3	2	
Table de bureau compact	16	1	2	2				1	1		3	3	1	2	
Chaise de bureau	27	2	2	1	2	2	2	1	1				10	4	
Chaise (visiteurs et réunion)	568	50	25	50	10	56	54	50	50	50	50	50	65	8	
Chaise simple (Plastique) pour mobilisation sociale	100		50		50										
Table d'ordinateur	10		6				4								
Table de réunion (rectangulaire 6 modules)	5			1	1	1	1						1		
Armoire de rangement	36			3	2	2	1	1	1	1	1	1	20	3	
Armoire de rangement métallique	5					2								3	

Salon circulaire complet (salle de repos)	1																		
Moquettes de salon 8 mètres	1																		
Lit avec matelas	1																		
Salon 5 places (pour visiteurs)	2																		

Liste des bénéficiaires	Zone
CDEPS/BCA Nioro	Département Nioro (commune)
CDEPS/BCA Guinguinéo	Département Guinguinéo (commune)
CDEPS/BCA Fatick (complément matériel)	Département Fatick (commune)
CDEPS/BCA Malem Hodar	Département Malem Hodar (commune)
EA/J Centre de santé Malem Hodar	Département Malem Hodar (commune)
EA/J Poste de santé Ngane (District Sanitaire de Kaolack)	Département Kaolack (commune)
EA/J Centre de santé de Sokone	Département Foundiougne (commune Sokone)
EA/J Poste de santé Karang (District Sanitaire de Sokone)	Département Foundiougne (commune Karang)
EA/J Centre de santé de Diofior (District sanitaire Fatick)	Département Fatick (commune Diofior)
EA/J Centre de santé de Niakhar (District sanitaire Fatick)	Département Fatick (commune Niakhar)
EA/J Centre de santé de Fatick	Département Fatick (commune)
CAU Centre de santé de Kasnack (Kaolack)	Département Kaolack (Commune)
Maternité Centre de santé de Guinguinéo	Département Guinguinéo (commune)

6 Formulaires

6.1 Fiche d'identification

6.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

I. DONNÉES PERSONNELLES		
NOM(S) DE FAMILLE ⁹		
PRÉNOM(S)		
DATE DE NAISSANCE		
JJ MM AAAA		
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE	
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ		
CARTE D'IDENTITÉ PASSEPORT PERMIS DE CONDUIRE ¹⁰ AUTRE ¹¹		
PAYS ÉMETTEUR		
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ		
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL ¹²		
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE		
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE
RÉGION ¹³	PAYS	
TÉLÉPHONE PRIVÉ		
COURRIEL PRIVÉ		
II. DONNÉES COMMERCIALES		Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE?	NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant)	
	NUMÉRO DE TVA	
OUI NON	NUMÉRO D'ENREGISTREMENT	
	LIEU DE L'ENREGISTREMENT	
	VILLE	PAYS

⁹ Comme indiqué sur le document officiel.

¹⁰ Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

¹¹ A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

¹² Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

¹³ Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

DATE	SIGNATURE
-------------	------------------

6.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b>

NOM OFFICIEL¹⁴			
NOM COMMERCIAL (si différent)			
ABRÉVIATION			
FORME JURIDIQUE			
TYPE	A BUT LUCRATIF		
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG¹⁵	OUI NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹⁶			
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)			
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA			
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE		
COURRIEL			
DATE		CACHET	
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ			

¹⁴ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹⁵ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

¹⁶ Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

6.1.3 Entité de droit public¹⁷

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>

NOM OFFICIEL¹⁸			
ABRÉVIATION			
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹⁹			
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE			
(le cas échéant)			
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA			
ADRESSE OFFICIELLE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE		
COURRIEL			
DATE		CACHET	
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ			

6.1.4 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

¹⁷ Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquiescer et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

¹⁸ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹⁹ Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

--	--	--

6.1.5 Information bancaire

Banque	
IBAN/BIC	
N° compte	
Clé RIB	

6.2 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du CSC SEN 1803711 10045, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Lot 1 : Matériel informatique

N°	Article	Quantité	Prix unitaire (HTVA)	Prix total (HTVA)
1	Ordinateur portable	10		-
2	Ordinateur de bureau complet	41		-
3	License complète Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook, Access)	49		-
4	Vidéo projecteur	9		-
5	Imprimante multifonction laser en couleur	6		-
6	Photocopieuse	6		-
7	Onduleur	21		-
8	Régulateur	8		-
9	Disque dur externe 1000 Go	1		-
10	Ecran de projection	4		-
11	Imprimante Laser	5		-
12	Appareil scanner de documents	4		-
Total Matériel informatique (HTVA)				-

Lot 2 : Matériel sonorisation et divers

N°	Article	Quantité	Prix unitaire (HTVA)	Prix total (HTVA)
1	Appareil photo numérique avec vidéo et carte SD	1		-
2	Tableau d'affichage	5		-
3	Tableau Flip Chart	3		-
4	Matériel de sonorisation complet (01 table de mixage, 01 amplificateur, 02 micros avec fil, 02 micros baladeurs, 04 trépieds, 01 lecteur CD, 04 baffles GM, 02 baffles PM)	1		-
5	Matériel de sonorisation portable (modèle valise)	9		-
6	Tableau padex	2		-
7	Groupe électrogène portatif	2		-
8	Lampe baladeuse	3		-
Total Matériel sonorisation et divers (HTVA)				-

--

Lot 3 : Matériel médical

N°	Article	Quantité	Prix unitaire (HTVA)	Prix total (HTVA)
1	Table de consultation gynécologique	10		-
2	Escabeau	6		-
3	Poubelle à pédale	1		-
5	Fauteuil de prélèvement sanguin	1		-
6	Balance personne adulte	3		-
7	Tensiomètre électronique	3		-
8	Corbeilles à papiers	5		-
9	Lit d'hospitalisation avec matelas	9		-
10	Chaise roulante	3		-
Total Matériel médical (HTVA)				-

Lot 4 : Matériel électroménager

N°	Article	Quantité	Prix unitaire (HTVA)	Prix total (HTVA)
1	Split 12 000 BTU DAIKIN ou similaires	21		-
2	Frigo bar	4		-
3	Réfrigérateur	1		-
4	Congélateur	1		-
5	Ventilateur plafonnier	23		-
6	Téléviseur écran plat 52 pouces	13		-
7	Fontaine	7		-
Total Matériel électroménager (HTVA)				-

Lot 5 : Mobilier de bureau

N°	Article	Quantité	Prix unitaire (HTVA)	Prix total (HTVA)
1	Bureau avec retour	11		-
2	Table de bureau compact	16		-
3	Chaise de bureau	27		-
4	Chaise (visiteurs et réunion)	568		-
5	Chaise simple (Plastique) pour mobilisation sociale	100		-
6	Table d'ordinateur	10		-
7	Table de réunion (rectangulaire 6 modules)	5		-
8	Armoire de rangement	36		-
9	Armoire de rangement métallique	5		-

10	Salon circulaire complet (salle de repos)	1		-
11	Moquettes de salon 8 mètres	1		-
12	Lit avec matelas	1		-
13	Salon 5 places (pour visiteurs)	2		-
Total Mobilier (HTVA)				-

La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'un poste spécial de l'inventaire, pour être ajoutée au montant de l'offre.

Pourcentage TVA :%

En cas d'approbation de la présente offre par un/plusieurs lots, le cautionnement correspondant sera constitué dans les conditions et délais prescrits dans le cahier spécial des charges.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Afin de rendre possible une comparaison adéquate des offres, les données ou documents mentionnés au point 6.7 du CSC, dûment signés, sont joints à l'offre.

En annexe, le soumissionnaire joint à son offre

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à le

6.4 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/IONS que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :
 - 1° participation à une organisation criminelle ;
 - 2° corruption ;
 - 3° fraude ;
 - 4° infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - 5° blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - 6° travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains.
 - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.
 - 8° la création de sociétés offshoreL'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.

2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;

3. le soumissionnaire est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;

4. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019
- b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;

6. des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établi par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail. La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.

7. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.

8. Le soumissionnaire ni un de des dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf

Pour la Belgique :

https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

a. Enabel a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante ;

b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date
Localisation
Signature

6.5 Déclaration intégrité soumissionnaires

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques aboutira à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Date

Localisation

Signature

6.6 Dossier de sélection – capacité économique

Capacité économique et financière – voir art. 67 de l’A.R. du 18.04.2017	
<p>Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours d’un des trois derniers exercices un chiffre d’affaires total au moins égal à 1,5 fois le montant de son offre en EURO pour chaque lot pour lequel il soumissionne.</p> <p>Il joindra à son offre une déclaration relative au chiffre d’affaires total réalisé pendant les trois derniers exercices, à moins que le chiffre d’affaires total soit mentionné dans les comptes annuels approuvés qui peuvent être consultés via le guichet électronique (il s’agit des comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, libellés selon le schéma comptable complet, ou selon le schéma comptable raccourci dans laquelle la mention facultative du chiffre d’affaires total réalisé, a été complétée).</p>	<p>Voir annexe ... ou [pièce justificative à joindre]</p>
<p>Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d’autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d’application :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d’autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu’il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l’engagement de ces entités à cet effet. • Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si les entités à la capacité desquelles l’opérateur économique entend avoir recours remplissent les critères de sélection et s’il existe des motifs d’exclusion dans leur chef. • Lorsqu’un opérateur économique a recours aux capacités d’autres entités en ce qui concerne des critères ayant trait à la capacité économique et financière, le pouvoir adjudicateur peut exiger que l’opérateur économique et ces entités en question soient solidairement responsables de l’exécution du marché <p>Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d’autres entités.</p>	

6.7 Dossier de sélection – aptitude technique

Aptitude technique : voir art. 68 de l’A.R. du 18.04.2017	
<p>Le soumissionnaire doit disposer des références suivantes de livraisons, qui ont été effectuées au cours des trois dernières années :</p> <p><u>1 référence de fournitures similaires l au cours des trois dernières années (pour chaque lot pour lequel le soumissionnaire remet offre)</u> Les références sont prouvés par des attestations émises ou contresignées par l’autorité compétente ou, lorsque le destinataire était un acheteur privé par une attestation de l’acheteur ou à défaut par une simple déclaration du fournisseur.</p>	<p>Voir annexe ... ou [pièce justificative à joindre]</p>
<p>L’indication de la part du marché que le fournisseur a éventuellement l’intention de sous-traiter.</p>	<p>Voir annexe ... ou [pièce justificative à joindre]</p>
<p>Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d’autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d’application :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d’autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur <u>la preuve</u> qu’il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant <u>l’engagement de ces entités à cet effet</u>. • Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si les entités à la capacité desquelles l’opérateur économique entend avoir recours <u>remplissent les critères de sélection</u> et s’il existe des <u>motifs d’exclusion</u> dans leur chef. <p>Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d’autres entités.</p>	<p>Voir annexe ... ou [pièce justificative à joindre]</p>

6.8 Documents à remettre – liste exhaustive

L'offre est composée des éléments suivants :

1. Identification du soumissionnaire et annexes : Le formulaire d'identification (formulaire 6.1) ;
2. Bordereau des prix et Formulaire d'offre de prix (article 6.2)
3. Dossier de sélection – spécifications techniques proposées (formulaire 6.3)
4. Documents exigés relatifs aux motifs d'exclusion : La déclaration d'intégrité (article 6.4) ; Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés à aux articles 67 à 70 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'A.R. du 18 avril 2017 6.5) ;
5. Dossier de sélection – capacité économique (6.6)
6. Dossier de sélection – aptitude technique (6.7)
7. Identification de l'émettrice du cautionnement